

Les origines coloniales ou indigènes du développement économique comparatif :
Le cas de l'Inde et de l'Afrique coloniales.

Christopher Alan Bayly, historien, professeur à Cambridge

Le débat portant sur le développement de l'économie comparative – qui vise à déterminer pourquoi certaines nations sont riches et d'autres pauvres – a récemment gagné une nouvelle dimension en prenant en compte les travaux dans des disciplines des sciences humaines autres que l'économie, notamment l'anthropologie, la sociologie, la philosophie et l'histoire. Les spécialistes du développement ont pris davantage conscience de la nécessité de comprendre l'histoire et les idéologies des sociétés dans lesquelles ils évoluent pour favoriser des réactions plus positives à leurs programmes. Le rapprochement opéré sous l'égide de la Banque Mondiale entre économistes du développement et anthropologues a suscité un élargissement considérable du débat. Des études de cas intéressantes ont fait suite à l'hypothèse établie par Armatya Sen, prix Nobel, sur le rôle des 'capacités' et des 'aptitudes' dans le développement contemporain. Ces travaux récents soulignent l'importance que revêtent la discussion, le consensus, l'aspiration et les 'éducateurs de groupes pairs'. L'objet du présent exposé vise à donner au concept de 'capacités humaines' un contexte historique plus profond au débat en reprenant l'approche que j'avais déjà adoptée dans « La naissance du monde moderne » (The Birth of the Modern World). La nouvelle école de l'économie du développement, qui se penche sur le développement moral et intellectuel, au même titre que le contexte purement matériel, semble être également digne d'intérêt pour l'étude de la situation coloniale qui prévalait dans l'Inde ou dans l'Afrique du dix-neuvième siècle. Les 'capacités' et les 'aptitudes' humaines ne se développent souvent que sur le très long terme ; elles en sont d'ailleurs capables même dans des situations d'oppression extrêmes.

Les récentes discussions portant sur les conditions du développement économique équitable ont exploité les travaux d'historiens spécialisés en économie. L'un des exemples les plus récents et dont l'influence a été importante se retrouve dans les travaux de Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (auteurs que nous désignerons ci-après par AJR) et notamment leur article de 2001 sur 'Les origines coloniales du développement économique comparatif'. Ce travail joue un rôle important dans le Rapport 2006 sur le développement du monde. AJR soutiennent qu'il existe une corrélation positive entre les régimes malades, les implantations européennes réussies, la mise sur pied de 'bonnes' institutions (accès au droit, généralisation du droit de la propriété, institutions délibératives, etc.) et la prospérité contemporaine. Ils raisonnent sur la base de modèles économétriques sophistiqués. Ils se servent de la mortalité des colons européens sur le long terme comme contrôle exogène de leurs données. Ils testent également d'autres variables telles que la forme de différents projets coloniaux nationaux ou le rôle de la religion dans les aspirations économiques comme suggéré par les thèses défendues par Max Weber. Dans un article complémentaire, 'Reviement de fortune' (reversal of fortune), (2001), ils affinent leur approche en argumentant plutôt d'un point de vue démographique que d'une perspective écologique. En critiques, ils font valoir que les régions les plus riches dans les années 1500, comme l'empire Mughal, la Chine ou l'empire aztèque attireraient des formes de colonialisme européen et de semi-colonialisme habitués à pratiquer des 'prélèvements' et qu'elles s'étaient par conséquent appauvries au cours de la deuxième moitié du millénaire. A l'inverse, les territoires relativement sous-peuplés et pauvres des années 1500 (c'est-à-dire l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les régions qui formèrent les Etats-Unis d'Amérique ou l'Argentine) ont réclamé davantage d'apports en capitaux et en main-d'œuvre européens et ont par conséquent développé de 'bonnes' institutions. Même lorsque des métropoles à vocation coloniale comme Madrid, Paris ou Londres ont tenté de contrôler et d'exploiter ces 'nouvelles Europe', le dynamisme absolu des sociétés coloniales a fait éclater ces contraintes coloniales créant ainsi des institutions plus équitables et favorisant la réussite économique.

Pour des spécialistes en histoire sociale comme moi-même, AJR et leurs travaux sont à la fois une révélation et un défi. Une révélation parce qu'ils proposent une méthode de vérification rigoureuse des assertions importantes lancées en faveur et contre les effets du développement de 'l'empire' et du 'colonialisme' dans l'historiographie contemporaine et dans la polémique publique. Mais le collectif AJR propose également une alternative aux formes d'investigations locales et régionales menées par la plupart des historiens qui sont fondées sur des contextes et des archives. C'est parce que dans les travaux du collectif AJR, la nature et la genèse des 'bonnes' institutions sont déduites d'un large éventail d'ouvrages

littéraires secondaires et de corrélations statistiques plutôt que de reposer sur des tests faits à la lumière de témoignages contemporains. Plus généralement, les principaux articles d'AJR semblent privilégier les 'bonnes' institutions d'une variété proche de celle connue en Europe occidentale du nord. Ce qui va plutôt à l'encontre du relativisme culturel qui influence la plupart des historiens du monde extra européen d'aujourd'hui. Alors que AJR attribuent le 'revirement de fortune' des autres sociétés à la nature du colonialisme européen plutôt qu'aux faiblesses des races ou des cultures asiatiques ou africaines, cette invocation des 'bonnes' institutions coloniales provoque une espèce de malaise. Elle semble remettre au goût du jour le langage triomphaliste de l'économie politique classique du dix-neuvième siècle qui s'étale dans les œuvres d'écrivains tels que John Stuart Mill ou Alexis de Tocqueville. Les agences de développement doivent-elles désormais trouver les moyens d'implanter ces 'bonnes' institutions dans des sociétés que les Victoriens auraient considérées comme arriérées, mais dont on se plaît à dire aujourd'hui qu'elles ont souffert d'un 'revirement de fortune' ? Ce n'est peut-être pas ce que veulent dire AJR, mais les problèmes soulevés par leur mode d'expression soulignent le besoin d'examiner la question des capacités indigènes des asiatiques et des africains dans l'histoire du développement. C'est justement là le sujet de la conférence d'aujourd'hui.

L'essentiel des analyses d'AJR porte sur les Amériques et sur l'hémisphère austral et mettent en avant le côté salubre des institutions coloniales, et sur l'Afrique sub-saharienne par rapport à la dimension de ponctionnement et parasite. En effet, au moins soixante dix pour cent de la population du monde a toujours vécu dans des sociétés s'étendant à travers l'Asie et l'Afrique du nord où les colons européens n'ont pas réussi à exterminer les populations indigènes ni à s'approprier les ressources locales comme ils le firent dans l'hémisphère austral ou en Amérique, parce que ces sociétés avaient déjà développé des états et des économies sophistiqués. Quel fut l'impact de ces formes étatiques non européennes, de ces institutions économiques et de ces idéologies sur le développement économique à long terme ? Au milieu des observations d'AJR qui portent sur les sociétés riches dotées de 'bonnes' institutions et les sociétés pauvres dotées de 'mauvaises' institutions, il y a un groupe important de cas hétérogènes ne correspondant pas au modèle. On y trouve le Japon et les sociétés chinoises riches des régions côtières, où les Européens ne se sont jamais installés ni n'ont établi d'institutions coloniales pérennes pour prélever les richesses locales à long terme, mais aussi les régions pauvres de l'empire ottoman ou d'Afrique du nord qui n'ont pas profité de l'expansion économique générale au début de l'ère moderne et qui n'ont été colonisées qu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Nombre de ces cas sont sans doute liés au style d'analyse d'AJR, mais seulement lorsqu'on prend en compte les capacités indigènes et les 'institutions coloniales'. Soulignons combien il est important d'examiner les processus historiques en même temps que les conséquences à long terme. Les historiens et les experts du développement doivent comprendre les mécanismes réels par lesquels des institutions européennes considérées comme 'bienfaites' ont été transformées, reprises à leur compte ou rejetées par des sociétés extra européennes à la lumière de leurs propres organisations et aspirations sociales durables.

Globalement en fait, le travail meta-narratif du collectif d'auteurs AJR reste « la montée de l'ouest », notamment de l'Europe du Nord et l'Amérique du Nord. En préliminaire, il n'est peut-être pas inutile de proposer un examen approfondi de cette meta-narration. Il reprend l'argument développé dans 'La naissance du monde moderne'. J'y explique combien il est difficile de réduire l'importance critique du développement de l'occident, et combien l'expansion de l'Europe doit être replacée dans le contexte des changements dynamiques observés dans d'autres sociétés de la planète. Ces derniers ont perduré pendant le dix-neuvième siècle, à 'l'ère de l'impérialisme'. C'est la raison pour laquelle des institutions indigènes, hybrides ou hétérogènes ont joué un rôle plus important que les simples 'institutions coloniales' dans le succès relatif du développement économique de l'immense majorité de l'humanité.

Je soutiens que c'est tout d'abord la globalisation 'archaïque' et 'pré-moderne', aux alentours des années 1400 à 1800, qui a vécu le développement social et économique relié au plan idéologique dans toutes les principales sociétés du monde. Ces nouvelles formes d'état, ces nouveaux systèmes de connaissance vont de pair avec ce que Jan de Vries appelle 'les révolutions industrielles' qu'ont connu de nombreuses régions du globe et non seulement l'Europe. Les 'révolutions industrielles' ont souvent précédé, mais n'ont pas toujours débouché directement sur des révolutions industrielles. Il s'agissait de révolutions de l'imagination, du goût et de la consommation menant à la réorganisation du travail de la famille et à une

demande d'adaptation de nouveaux désirs de consommation. Un exemple de cette croissance fut la demande aristocratique par les samouraïs d'épées ou de poignards travaillés, à l'origine d'une industrie métallurgique florissante au Japon entre 1600 et 1850. Cette expertise du travail des métaux acquise bien en amont de l'époque de l'industrialisation européenne a joué un rôle important dans le développement industriel ultérieur du Japon. Avant 1800, le sentiment de nationalité était apparu dans de nombreuses régions du monde et pas seulement en Europe occidentale. Le Japon, le nord du Vietnam et certaines régions de l'Inde en sont un exemple. Ce sentiment émergent de nationalité a aidé l'intégration de marchés régionaux. Ces facteurs ont tous influencé les conditions historiques de création des richesses. Le développement au niveau global a toujours été multicentrique et interactif même au moment où le colonialisme occidental était à son apogée. La période de la domination euro-américaine a donc été, d'un point de vue historique, relativement courte.

En deuxième lieu, les régions de l'Europe occidentale du Nord ont néanmoins pris un avantage comparatif important à partir du début du dix-huitième siècle, voire plus tôt. Cet avantage est le fruit d'une productivité agricole élevée à l'hectare, d'innovations importantes en matière de guerre navale dans et en dehors des eaux européennes, et d'une solide culture de la sociabilité et de l'art critique dans la sphère publique qui a réformé les activités de l'état et des organisations mercantiles du secteur privé. L'industrialisation n'a généralement pas été un élément déterminant en tant que telle jusqu'aux environs des années 1820, une fois que l'avantage comparatif de l'Europe a été bien établi. Elle a cependant renforcé cet avantage.

En troisième lieu, ces avantages comparatifs n'étaient pas minces, mais ils n'étaient pas non plus permanents. Avant 1900, les non-européens avaient commencé à s'approprier et à adapter les méthodes et les institutions européennes pour améliorer leur qualité de vie et interpeller l'état colonial prédateur. Le développement indigène était matériellement amélioré par le besoin des états européens et coloniaux de concéder des pouvoirs juridiques, économiques, militaires, éducatifs, et éventuellement politiques aux peuples colonisés pour faire des économies de main-d'œuvre et des économies tout court.

Le débat sur le rôle des institutions dans le développement moderne pourrait logiquement profiter d'une étude historique sur comment, quant et pourquoi les populations indigènes se sont appropriées, adaptées, ont absorbé et souvent entièrement reconstitué des institutions à la mode européenne à la lumière de leurs propres capacités intellectuelles et matérielles. C'est pourquoi j'avance l'hypothèse des origines 'hybrides' ou 'hétérogènes' du développement économique comparatif en réponse à AJR et à la Banque Mondiale. Je poursuis maintenant par l'examen détaillé de l'Inde coloniale puis de l'Afrique.

A première vue, l'Inde du dix-neuvième siècle, et notamment le Bengale, qui fournit la majorité des informations étayant mon argumentation, constitue un cas de profonde dépendance économique. Le début du dix-neuvième siècle a vu la destruction de l'activité du tissage indigène. Dans la moitié et dans la seconde partie du siècle le sub-continent a connu des famines permanentes accompagnées de vagues de troubles paysans, en dépit d'une modeste croissance économique liée à l'arrivée du chemin de fer et du bateau à vapeur dans les villes portuaires et leur arrière-pays. Le livre nationaliste économique écrit par Dadhabhai Naoroji intitulé 'Poverty and Un-British Rule in India' dénonçait de manière persistante la surtaxation et les manquements économiques et sociaux du gouvernement. Sur le fond, l'ouvrage de Naoroji met également à jour l'émergence de nouvelles capacités dans la société indienne. Il s'agit d'une vision entrepreneuriale solide, durable et tournée vers l'extérieur, avec l'épanouissement des associations indiennes, le développement d'une presse libre et puissante, en dépit des contraintes imposées par la censure coloniale, et le début de tentatives d'amélioration des capacités - pour reprendre la formule d'Amartya Sen - de la classe paysanne, de la classe ouvrière dans les villes, et des femmes.

A ce stade, il me paraît nécessaire de replacer les choses dans leur contexte. Premièrement, quelle est la nature de 'l'extractive state' (l'Etat préleveur) dont parle AJR pour l'Inde ? Dans quelle mesure existait-il de véritables 'origines coloniales' pour le développement indien dans ce contexte ? La littérature sur le sujet est particulièrement abondante, mais les historiens de l'économie n'ont pas fait grand-chose d'autre que de discuter pendant un siècle ou plus sur la manière de quantifier les conditions de base exposées par Naoroji. Les Britanniques ont développé l'Inde, mais dans une certaine mesure seulement, et essentiellement dans leur propre intérêt. L'Inde a été largement tenue à l'écart des guerres intestines qui

furent la plaie moderne de la Chine et du continent africain. Elle a été unifiée par des mesures fiscales et administratives britanniques. Les marchés ont été intégrés par l'arrivée du chemin de fer, du télégraphe et du bateau à vapeur en élargissant les horizons commerciaux. Les textes juridiques ont donné la stabilité nécessaire aux propriétaires fonciers et aux élites commerciales. Cependant le taux d'imposition appliqué à des paysans non protégés était plus élevé qu'il ne l'avait été sous les régimes indiens. L'essentiel de l'excédent indien était drainé vers la Grande-Bretagne pour le service de la dette sur les emprunts, le paiement des traitements des fonctionnaires, etc. Les britanniques gaspillaient des fonds à mener des guerres coûteuses aux frontières. L'industrie indienne moderne naissante a bénéficié d'une faible protection douanière à l'époque du libre échange. Les leaders indiens ont dès lors rapidement repris le modèle 'd'économie politique nationale' prôné par Friedrich List.

C'est bien connu : Le débat relatif à l'impact de l'état colonial sur l'idéologie et la formation des classes est nettement plus intéressant. L'état colonial avait donc vocation 'à ponctionner', mais il n'était pas hégémonique. Il ne dominait pas entièrement les mentalités et les idéologies, même des élites indiennes. Il n'était pas non plus 'dominant' à travers toute la société indienne. L'état était en fait très faible à ses limites et largement dépendant des agences indiennes. Il était éclaté entre plusieurs agences en concurrence les unes avec les autres. Ce qui avait deux conséquences. Premièrement, cette situation laissait une marge de manœuvre confortable aux institutions corporatistes indiennes, telles que familles de propriétaires terriens, prétendues associations de castes et autres groupes qui ont vu le jour pendant la première période post-décentralisatrice de Mughal. Ce qui a certainement aidé les Indiens à développer leur 'capacité'. En raison de sa relative faiblesse, l'état colonial a été obligé d'introduire un système d'éducation publique restreint, notamment pour l'éducation supérieure. Il a concédé un degré limité d'auto-administration locale aux indiens par étapes, selon un mouvement qui a peu ou prou correspondu à l'introduction du suffrage universel en Grande-Bretagne.

D'un autre côté, l'hypothèse selon laquelle un état relativement faible était l'une des conditions permettant le développement d'une économie moderne à partir de ses antécédents médiévaux ne peut être reprise trop largement. L'action forte de l'état du gouvernement Meiji contre les élites et une taxation fortement régressive appliquée aux paysans japonais ont permis à l'état japonais de mettre en place un fonds de développement pour l'investissement dans des infrastructures et dans de nouvelles industries. A la même époque, le gouvernement Qing en Chine ou le gouvernement britannique en Inde n'ont pas eu les mêmes possibilités. Le gouvernement indien britannique, apparaît paradoxalement, eu égard à son statut 'de préleveur', avoir été un gouvernement pauvre dans une société pauvre, de moins en moins enclin à piétoyer sur les fonds et sur l'autorité des élites rurales puissantes.

Une autre dimension du problème concerne la main-d'œuvre aux débuts du développement économique moderne. L'égalité et le développement des capacités humaines peuvent en fait être en opposition avec le besoin de modernisation des économies pour trouver une main-d'œuvre bon marché, facile à maîtriser. Les structures familiales japonaises et la pression exercée sur les paysans ont conduit à l'époque de Meiji les travailleurs vers les usines, comme le déclin de la production textile artisanale avait conduit les travailleurs britanniques vers les usines un siècle plus tôt. La Chine et l'Inde d'aujourd'hui semblent connaître toutes deux une situation économique florissante alors que les conditions de vie de larges pans de la population paysanne se sont dégradées. Les émeutes et les oppositions aux expropriations ordonnées par l'état en Chine vont de pair ces derniers temps avec des taux de suicide massifs chez les paysans. Au dix-neuvième siècle, l'état colonial assurait en Inde l'existence d'une économie agricole tranquille destinée à satisfaire les besoins, alors qu'en même temps on mettait sur pied de la main-d'œuvre pour servir des intérêts particuliers, tels que les exploitations de théiers ou les premières usines. La nature hiérarchique et segmentée de la société indienne peut paradoxalement avoir aidé à la constitution d'une main-d'œuvre et à cette industrialisation limitée pendant l'ère coloniale. Dans cette situation, les efforts déployés pour l'industrialisation et pour l'augmentation du niveau de vie de l'élite militaient contre l'égalité de distribution des revenus et d'autres prestations sociales. Seules des actions menées par l'état pour améliorer la situation et l'altruisme se développant parmi les pauvres grâce à l'action des élites pouvaient remédier à ces conditions défavorables.

C'étaient donc là les conditions générales. Quelles étaient les formes indigènes particulières dans la société indienne qui ont contribué à sa survie à moyen terme et à sa croissance à plus long terme ?

La préexistence et la survie d'une classe commerciale indigène même pendant la période de l'impérialisme euro-américain a été l'une des conditions discutées par les théoriciens de la modernisation des années soixante et soixante-dix. Cet élément reste pertinent pour la question du développement économique comparatif. Une référence a ensuite été établie avec les zaibatsu de l'ère de Tokugawa au Japon et avec la manière avec laquelle la politique gouvernementale a contraint de nombreux membres de l'ancienne classe des samouraïs à passer à une activité entrepreneuriale. C'est ce qui a donné un ensemble d'arguments pour les origines de la 'libération de la dépendance économique' au Japon au dix-neuvième siècle. La discussion de l'entrepreneuriat a fait l'objet de beaucoup moins de travaux sur les origines de son développement depuis les années soixante-dix.

Les entrepreneurs indigènes ont pourtant joué un rôle décisif pour le développement. En Inde, une classe d'entrepreneurs a des origines indigènes évidentes, non seulement dans les catégories de l'ancien statut des vaishya, mais plus récemment dans le système de revenus basé sur les liquidités possédées par les dirigeants de l'époque Mughal et post-Mughal. De nombreux autres groupes sociaux, comprenant les membres des familles de l'ancienne intelligentsia ont contribué au développement économique récent de l'Inde. Cependant, les relations entre le commerce pré-colonial et la classe bailleuse de fonds d'une part, et l'élite indienne du monde des affaires d'aujourd'hui d'autre part, sont frappantes. La majorité des leaders de l'industrie et du secteur de la finance qui ont mis en œuvre la première tranche de planification dans les années quarante étaient de cette origine et leurs descendants jouent un rôle capital dans le décollage économique de l'Inde contemporaine. J'illustrerai mon propos par deux seuls exemples : le groupe Birla l'un des conglomérats industriels indien et Lakshmi Narayan Mittal, le plus grand producteur d'acier au monde, tous les deux venant de la communauté des Marwari qui a fourni le gros des commerçants et des prêteurs de l'Inde centrale et du Nord à l'époque pré coloniale. Pendant toute l'ère coloniale, les banquiers indiens et les banias – commerçants de produits de base - ont gardé la main mise sur l'essentiel du commerce intérieur indien même si quelques activités d'import-export particulièrement lucratives étaient dominées par des entreprises européennes. Cette situation contraste avec l'Afrique où les Européens et des commerçants, surtout indiens ou libanais, ont conservé le contrôle sur le gros du commerce intérieur, ou dans les pays ottomans et arabes où les Arméniens, les juifs et les Grecs étaient très puissants.

Pourquoi de larges pans des communautés de l'Inde des affaires ont-ils survécu au régime colonial alors que d'autres ailleurs dans le monde en ont été incapables ? L'une des réponses est qu'à partir du quatorzième siècle, ces familles ont développé un système sophistiqué de comptabilité en partie double et de lettres de change. Leur organisation sociale et leurs modèles de mariages leur ont permis de toucher toute l'Inde. Ils ont été en mesure de faire bouger les fonds et les produits sur les vastes distances du sub-continent indien pour atteindre la Russie, l'Afghanistan, voire même de traverser l'océan indien vers les côtes d'Afrique orientale. Comme précédemment indiqué, la décentralisation des pouvoirs à la fin de l'ère Mughal et le fait que l'état britannique ait été au début dépendant de leur expertise leur a permis de prospérer.

En évoquant les conflits de redistribution qui auraient pu obérer le développement, Pranab Bardhan constate l'efficacité du système commercial indien traditionnel, mais reste sceptique sur la capacité de la classe des affaires de l'époque coloniale à contribuer à l'évolution de systèmes ou d'institutions 'plus complexes' (systèmes impersonnels, logique juridique ouverte). Il écrivait à la fin des années quatre-vingt dix, à un moment où le pessimisme sur les capacités de développement de l'Inde était encore monnaie courante. D'autres, à mon avis à juste titre, contestaient cette position. Le 'capital marchand' pouvait être, et était d'ailleurs souvent, converti en capital industriel comme dans le cas de la ville de l'Inde de l'ouest Ahmedabad et de Kampur en Inde du nord.

L'ancienne classe indienne des marchands successivement dénigrée par les administrateurs britanniques, les nationalistes indiens puis les économistes modernes, a également joué un rôle important dans le développement des capacités politiques et économiques de l'Inde du dix-neuvième siècle. Ce furent par exemple des familles de commerçants (même si dans ce cas elles n'étaient pas des vaishya) qui furent précurseurs en matière d'éducation au Bengale et à Bombay. Comme exemple de contribution assurée par la classe des entrepreneurs prospères pour libérer l'initiative, des marchands de différentes régions de l'Inde sont connus pour avoir fréquenté et soutenu certains organes de presse ou des avocats qui devinrent les leaders du premier parlement national indien ou d'autres institutions publiques. Au vingtième siècle, les

Birla et autres banquiers de l'Inde occidentale ont été les bailleurs de fonds de M. K. Gandhi en dépit des doutes qu'il exprimait à propos de la société industrielle moderne.

A l'examen de l'histoire du développement comparatif dans les sociétés agricoles de la grande Eurasie et de l'Afrique du nord, le rôle du paysan comme entrepreneur et créateur de nourriture est tout à fait crucial. Sans un secteur agricole fort, le destin des sociétés colonisées dans la période pré moderne et moderne aurait sans doute été encore pire qu'il ne le fut en réalité. Par conséquent, les possibilités de développement économique à la fin de l'époque coloniale et à l'ère post-coloniale eurent été encore plus sévèrement réduites. William G Skinner mettait en exergue dans les années soixante-dix la tendance persistante au développement des systèmes de marketing ruraux dans la Chine communiste. Même si un certain nombre de communautés paysannes ont relativement souffert pendant la période contemporaine d'expansion de l'économie chinoise, il est évident que les formes indigènes de la ferme familiale ont soutenu la croissance dans les régions favorisées de l'économie rurale comme dans les provinces côtières. De même, les solides traditions agricoles implantées sur les terres intérieures sèches les ont préservées d'un déclin encore plus sévère pendant les périodes de sécheresse ou de guerre. A l'inverse, dans le Japon de Meiji, la flexibilité des systèmes agricoles ancestraux semble être à l'origine de l'exode rural vers les villes en développement, tout en maintenant un système de taxation lourd et régressif qui a rendu possible le premier 'miracle économique japonais' des années 1880 et 1890.

La préservation des capacités agraires existantes et la création de nouvelles capacités dans l'Inde coloniale contribuent à expliquer certains aspects du développement relatif de différentes régions de l'économie indienne pendant les deux derniers siècles. Certains commentateurs ont observé que le système de propriété paysanne qui prévalait surtout au Penjab constituait une base plus solide pour le développement agricole que le système de propriétés terriennes qu'on trouve au Bengale où les biens fonciers étaient en 1793 entre les mains de britanniques d'une classe de propriétaires pratiquant des loyers exorbitants. AJR font eux-mêmes allusion à la nature restrictive des droits d'occupation au Bengale. Les premiers penseurs sur l'économie indienne tel que Romesh Chunder Dutt insistaient sur la nécessité de l'établissement d'une 'relation durable foncière' de location entre le propriétaire et le preneur à bail qui constituerait, pensaient-ils, une prime à l'investissement pour le cultivateur. Dans les différentes régions, les systèmes de baux – ou plutôt l'exploitation par les fermiers des systèmes de baux – semble compter beaucoup dans les différences de prospérité constatées. Ainsi, dans les plaines de l'Inde du nord d'aujourd'hui, le dynamisme relatif de l'ouest comparé à l'est de la région est attribué à une prévalence plus forte de la propriété des terres par les paysans à l'ouest. Même au Bengale, les régions orientales du delta qui n'ont pas été incorporées dans le système des propriétaires terriens ont bénéficié d'une croissance plus importante et plus équitable que la partie occidentale de la province, au moins jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Il est vrai que la politique coloniale – caractérisée par le désir de prélever des revenus à des fins fiscales et militaires – a déterminé très largement la nature des régimes de baux fonciers à travers l'Inde. Mais la politique coloniale elle-même s'inscrivait dans un champ de forces sociales beaucoup plus large. Les systèmes de location à bail immédiatement avant la période coloniale ont déterminé au même niveau que la politique coloniale elle-même la forme réelle de propriété sous la domination britannique. C'est le triomphe du mouvement Sikh pré colonial chez les paysans de l'Inde du nord qui est à l'origine du type particulier de cultures intensives et équilibrées qui a permis au Punjab de se développer économiquement après 1870, alors que l'essentiel de l'Inde orientale stagnait au plan économique. De même, dans la province occidentale du Gujarat, un groupe social important connu sous le nom de Pattidar (Patel) constituait une société paysanne très active qui s'est diversifiée plus tard dans le commerce et les professions libérales en Inde, en Afrique, puis ultérieurement en Europe. Ce sont des acteurs indiens qui surent utiliser les avantages retirés du système des baux fonciers. Les paysans du Punjab envoyèrent leurs fils s'engager dans l'armée britannique des Indes où ils acquièrent des compétences en matière de transport et ramenèrent à la maison l'argent nécessaire au développement et à la location d'autres terres. Les mouvements de réforme sociale et religieuse améliorèrent les aptitudes au plan local grâce à l'éducation, à la mobilisation politique et aux mesures sociales prises à l'occasion de situations de crise. A l'ère post-coloniale, le Punjab a été le modèle pour les régions les plus prospères de l'économie agricole de l'Inde et du Pakistan. Là aussi, il faut reconnaître la nature hybride du développement économique comparatif et analyser les processus sociaux réels par lesquels certaines politiques et pratiques coloniales ont été converties en 'bonnes' institutions par les populations d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine.

Dans le modèle du collectif AJR, le développement des droits de propriété et la suppression des expropriations sont à juste titre considérés comme l'élément clé du développement réalisé en douceur. Un historien se poserait la question : des droits et des libertés pour qui ? En Asie, et dans certaines parties d'Afrique, les systèmes juridiques coloniaux ont certainement conféré des droits et procuré une stabilité économique à certains hommes pendant un certain temps. La séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire a également créé des brèches dans le gouvernement bureaucratique à travers lesquelles les experts juridiques indigènes et leurs sympathisants coloniaux se sont engouffrés. Il n'en reste pas moins que dans une société dépendante et opposée au système colonial, la loi était souvent un moyen de domination. Les législateurs et les juges étaient majoritairement blancs. Dans bien des situations coloniales, il n'y avait pas de séparation entre les pouvoirs, les magistrats et les juges étant souvent les mêmes personnes. La justice était coûteuse, si bien qu'engager un procès était davantage un vice qu'une vertu.

Les libéraux indiens ou coloniaux avaient donc besoin d'essayer d'éliminer certains mécanismes du système juridique colonial, et de former les munsiffs indiens ou 'juges de deuxième catégorie' et de diffuser les bonnes informations sur les procédures juridiques aux citoyens de la classe moyenne et aux paysans qui auraient pu être tentés d'y avoir recours. L'accent ici était placé sur l'information locale. Le système judiciaire lui-même était une machine absolument neutre. Il pouvait corrompre ou il pouvait déboucher sur des 'améliorations' – le développement dans la terminologie contemporaine. Les Indiens cependant s'étaient déjà accoutumés à la notion de 'droits' et les juristes de Mughal mettaient en exergue les droits du paysan opposés à ceux des potentats locaux qui étaient souvent perçus comme faisant obstacle à la justice royale. La notion de représentation devant un égal ou un supérieur (vakalat) pouvait aussi bien s'adapter au système juridique britannique. Le moment décisif de changement a été le développement d'une classe 'peer éducateurs'. En fait, toute la société éduquée au Bengale et au-delà était saturée de notions juridiques de contestation judiciaire et de droit de la propriété. Cette expertise était le plus souvent mise en œuvre simplement pour gagner sa vie. La plupart des réformateurs, des hommes publics et plus tard les responsables politiques nationalistes étaient cependant des juristes, si bien qu'une partie de cette expertise était employée pour critiquer le gouvernement colonial et assurer la défense devant les tribunaux de pauvres paysans opprimés par les propriétaires ou les prêteurs. Le nombre d'actions en justice a très rapidement augmenté après 1840, attirant de petits boutiquiers et des paysans plus aisés. Certains aspects de cette frénésie procédurière étaient néfastes. Mais la prise de conscience du droit est devenue une caractéristique majeure à tous les niveaux de la société indienne et a contribué au développement rapide d'une sphère publique critique en Inde.

Avec cette prise de conscience de leurs droits, les Indiens commencèrent vers la moitié du dix-neuvième siècle à développer ce que j'appelle une 'sociologie salutaire', à savoir la compréhension de leur propre société sur une large aire géographique en s'inspirant de modèles ethnographiques coloniaux statistiques visant à donner du pouvoir aux populations plutôt qu'à les soumettre. L'état colonial a sans doute essayé de classer en catégories et de décompter ses sujets indiens, mais il a été rapidement confronté à l'intelligentsia indienne qui a collecté des statistiques sur les défaillances de l'état colonial et a argumenté contre le point de vue selon lequel la société indienne était plongée dans l'immobilisme à cause des castes et de la religion, et a créé pour elle-même un passé de glorieuse civilisation, augurant d'un avenir libre et lumineux. Un certain nombre de voyageurs indiens et 'd'ethnographes autoproclamés' ont notablement concouru à cet objectif même avant les années 1870. Ils ont mis en évidence les traditions de charité de l'Inde, de vénération de la famille, du mariage, de sa sensibilité esthétique et morale, pour lesquelles toute comparaison avec l'occident était en sa faveur. Des mouvements similaires visant à développer le sens du respect de soi-même en contrecarrant les stéréotypes colonialistes ont été également observés dans d'autres pays colonisés. En Egypte, c'est Salama Musa qui en a parlé. En Afrique, le livre Facing Mount Kenya de Jomo Kenyatta paru en 1938 a mis à jour une vue salutaire de la société Kikuyu. Ce qui revient à une forme de centrage d'une morale du développement et du rôle important que cette dernière joue dans l'encouragement du nationalisme, de l'internationalisme et de l'aspiration à améliorer la vie matérielle à ne pas sous-estimer. La vision de ces développements considérés comme étant 'd'origine coloniale' ne peut être que superficielle. Les populations doivent avoir la conviction qu'elles peuvent réussir et que leurs propres sociétés sont potentiellement bienfaites. De nombreuses agences coloniales ou post-coloniales censément consacrées au développement ont davantage contribué à miner le moral plutôt qu'à l'encourager en marginalisant les institutions indigènes de la sphère publique. Les activités des organisations internationales d'aide après le dernier Tsunami en Asie en sont le plus récent exemple.

Même si pendant la période 1960-1990, la plupart des économistes et responsables politiques se sont appesantis sur la pauvreté de l'Inde plutôt que sur ses capacités à entreprendre et à développer des logiques juridiques, tous chantaient les louanges de l'extraordinaire résilience des traditions démocratiques et de la culture du débat public en Inde. Cette ouverture a été un élément éminemment déterminant des succès de 'l'économie de la connaissance' contemporaine de l'Inde qui confère au pays un poil de supériorité par rapport à la prédominance industrielle de la Chine. La culture de l'ouverture d'esprit et du débat public représente également un avantage important pour le développement du marché des capitaux et des services dans la mesure où les investisseurs potentiels et les clients ont un accès bien plus aisé à l'information en Inde que dans bien d'autres pays développés.

Sen a apporté avec brio la preuve que 'l'Inde ouverte à la polémique' a des racines historiques profondes qui remontent aux vieux débats entre bouddhistes et brahmanes et aux politiques 'libérales' de l'Empereur Akbar en 1580. Cet argument risque néanmoins d'être trop général. Ce qui est néanmoins fort clair, c'est que la société indienne a émergé de la période tardive de Mughal avec une culture du débat bien développée, centré sur les maisons des magistrats indo-musulmans, abritant des flagorneurs érudits, sur des débats sur les places de marchés et sur différentes formes de protestation et de représentation devant les autorités. J'ai appelé ce mouvement 'l'œcuménisme indien' en suggérant qu'il constitue une analogie à la sphère critique publique théorisée en Europe par Jürgen Habermas. Ces formes de débat et de contestation de la politique des dirigeants ont procuré quelques avantages à l'économie politique au sens large, en ce que elles ont été mises en œuvre pour lutter contre la taxation excessive ou la mise sous séquestre de propriétés et de biens ordonnées par des dirigeants ou par des agents de la Compagnie des Indes orientales. On retrouvait parfois ces enceintes de débat au niveau local dans les anciennes institutions populaires d'adjudication, les panchayats. Il s'agissait là d'institutions s'adressant à une ou plusieurs castes qui assistaient les détenteurs du pouvoir à décider des questions de propriété ou en matière criminelle. Il est patent que ce système pré colonial a perduré à travers de larges régions de l'Inde au dix-neuvième siècle. Quant à savoir si les panchayats ont véritablement persisté ou non, le fait est qu'ils ont fait comme si, créant ainsi un mythe puissant pour l'intelligentsia indienne émergente.

Même si le taux d'alphabétisation était relativement faible en Inde, mesuré à l'aune des standards de l'Europe occidentale, l'Inde était une société avec une forte conscience de l'importance de l'écriture et de la lecture. C'est ce qui a contribué à développer son potentiel de croissance et de modernisation. Depuis la fin de l'ère pré coloniale, des armées entières d'écrivains publics ont copié des lettres pour des analphabètes ou des semi-analphabètes. Les écrivains copiaient des lettres et les journaux du matin pour les lire ensuite aux gens dans les bazars ou dans les villages quelque peu urbanisés. Des instituteurs itinérants et des colporteurs de nouvelles apportaient l'information aux petites gens avec une grande rapidité, comme les dirigeants britanniques ont pu l'observer à leur détriment. Les petites villes et les villages étaient également la scène de débats et de discussions. Les lettres d'information et les journaux indigènes qui circulaient dans ces cercles attiraient souvent l'attention sur la tradition de l'akhbarat indo-perse, la lettre d'information qui informe les dirigeants et d'autres cercles des infractions commises par le bon gouvernement. Les villages indiens n'étaient ni isolés ni passifs. Au contraire, en plus des assemblées de castes et de village, ils étaient, comme l'écrit un journal indien, 'le lieu de rassemblement à l'ombre du banyan où l'on discute de la politique du village, et les rassemblements des femmes sur la rive du fleuve où se faisaient et se défaisaient les réputations'. Ces pratiques culturelles nous aident à expliquer la solidité de la démocratie indienne à une époque récente ainsi que la rapidité avec laquelle l'information sur les progrès et les nouvelles sources de revenus ont atteint la masse de la population. Même si avant l'indépendance il n'existait pratiquement pas de politique étatique pour apporter l'éducation, l'eau potable et la médecine dans les villages et restait imparfaite après 1947, la capacité d'aspiration au changement était bien là dans une très large mesure et a été rapidement exploitée ces dernières années.

La culture de la réunion et du débat était aussi importante que les journaux, les revues ou les livres. Cette culture trouve ses origines coloniales dans les sociétés établies par les fonctionnaires et les missionnaires dans les écoles et collèges indiens pour la réalisation des projets d'occidentalisation des élites indiennes par les colons. Là aussi les Indiens se sont appropriés ces sociétés pour argumenter contre les dirigeants britanniques en ayant recours à leur propre batterie rhétorique indigène et, plus tard, à des méthodes statistiques critiques. La société de sociologie de Calcutta fut fondée au début de 1862, peu de temps après

que cette science n'apparaisse en Grande-Bretagne et en France. Les associations indiennes ont été pionnières en matière d'études statistiques pour expliquer la pauvreté des paysans.

A la fin du dix-neuvième siècle, l'Inde disposait d'un éventail extraordinairement sophistiqué d'organes de la société civile, consacrés à la production et à la diffusion d'information, à l'éducation publique, à l'indépendance nationale et à la réforme sociale. L'une des caractéristiques de ces associations qui mérite d'être mentionnée ici est l'importance de l'organisation religieuse pour la mise sur pied de capacités sociales. Pendant la plus grande partie du dix-neuvième et du vingtième siècle, l'essentiel du 'travail de développement' réalisé en Inde, mis à part les opérations de l'état colonial menées avec réticence et sous-financées, ont été menées à bien par des instances représentant les nouvelles 'religions de l'humanité', l'hindouisme, le christianisme, l'islam, le parsisme et d'autres.

Dans cet exposé j'ai développé l'argument selon lequel pour affiner et développer le raisonnement d'AJR à propos des 'origines coloniales' du développement comparatif, les 'capacités' préexistantes et durables indigènes au sens de Sen devaient être mises en équation. Le problème critique est de savoir comment ces capacités et ces aspirations ont été améliorées pendant la période coloniale, grâce en même temps à 'l'éducation des pairs' et à la contestation du pouvoir de la bureaucratie coloniale.

Je vais maintenant me livrer à quelques considérations sur les contrastes africains et établir des comparaisons. Les historiens de l'Afrique sub-saharienne avancent quatre arguments à propos de l'héritage pré colonial du continent et à sa rencontre avec l'occident. Ce qui suggère à nouveau que c'est le conflit et le compromis passé entre les institutions indigènes et coloniales, plutôt que les institutions coloniales en elles-mêmes, qui ont déterminé le développement de l'Afrique à long terme, pour le meilleur et pour le pire.

En premier lieu, le commerce des esclaves et les implications du développement de l'esclavage pour la société africaine interne, a freiné sa croissance, même s'il n'a pas activement 'sous-développé' l'Afrique. Ce qui est entièrement compatible avec les données reprises par AJR. En fait, ceci entre dans l'idée d'un héritage colonial du prélèvement des ressources. Il est cependant important d'observer qu'à partir de la fin du dix-neuvième siècle, l'essentiel de l'Afrique occidentale, secteur clé du commerce des esclaves sur le front Atlantique, était relativement mieux placé en termes de relations commerciales, de PIB par tête et de stabilité institutionnelle que l'Afrique orientale ou même que l'Asie du sud-est. La situation n'a pas changé pendant la plus grande partie du vingtième siècle.

En second lieu, notons que l'Afrique manquait, ou plutôt ne ressentait pas le besoin de construire des états puissants, clairement définis, dans la même mesure que les sociétés européennes, asiatiques ou musulmanes d'Afrique du nord. Il existait plusieurs royaumes avec des caractéristiques proches d'un état, tels que Asante ou le Bénin à l'ouest ou le Buganda à l'Est. Il existait aussi de vastes empires multiethniques. Mais ceux-ci étaient généralement bâtis en faitage et ne prenaient pas la place des segments 'tribaux', ni au centre ni à la périphérie et ne semblent généralement pas avoir établi d'idéologies fortes qui auraient légitimé un contrôle centralisé. Encore plus important et plus complexe ont été les systèmes de revenus basés sur l'argent fiduciaire qui ne se sont pas développés de la même manière qu'ils le firent en Eurasie ou dans l'Afrique du nord musulmane. Les Indiens et les sujets de l'empire ottoman ont longtemps été utilisés pour 'rendre à César ce qui appartenait à César', ce qui a fourni une base plus importante pour le système étatique colonial et post colonial. Les états de l'Afrique sub-saharienne se sont alors décomposés très rapidement.

En troisième lieu, les surfaces importantes des territoires des états, combinées aux conditions environnementales difficiles pour l'agriculture ont conduit à des formes de culture plutôt extensives qu'intensives. Les paysans africains avaient, et continuent d'avoir aujourd'hui, ce qu'on a appelé une 'option de sortie'. Ce qui a rendu le contrôle des élites sur le travail et sur sa répartition pour la création de richesse beaucoup plus difficile. Ceci ne doit pas être pris pour preuve que l'Afrique n'a pas réussi à prendre la trajectoire nécessaire à son évolution. En fait, cela aura sans doute rendu les sociétés africaines plus justes et moins exploitantes que leurs voisines eurasiennes jusque vers la fin du dix-neuvième siècle. Les Africains faisaient grand cas du leadership honorable ; ils conservaient des modèles sociaux complexes basés sur des tranches d'âge, mais dans de nombreux domaines, ils ont évité de construire une structure de

classe bien développée, stable et exclusive. Le résultat est en partie que la cité comme structure sociale n'est pas une caractéristique importante de l'essentiel de l'Afrique orientale et centrale, mis à part la côte swahili soumise à l'influence arabe. De même, au contraire des grands royaumes de l'Asie du sud, de l'est et de l'ouest, l'Afrique sub-saharienne n'a généralement pas connu de système monétaire pour le paiement des produits de la terre basés sur l'exploitation du travail paysan. Ce phénomène a limité l'émergence des classes commerciales indigènes et explique en partie l'avantage différentiel de l'Asie dans le développement au vingtième siècle. En définitive, l'alphabétisation est apparue tardivement dans la plus grande partie du territoire africain, y compris pendant la période coloniale. L'Asie et le Moyen-Orient disposaient de bureaucraties instruites et de communautés commerciales possédant un niveau élevé de conscience populaire en matière d'alphabétisation. Ceci a d'ailleurs facilité l'émergence d'états forts. Paradoxalement, ensuite, le fait qu'il n'existait pas d'état 'ponctionnant' pré colonial dans la plus grande partie de l'Afrique a rendu l'expérience de la colonisation encore plus traumatisante qu'en Asie. Les leaders des états post-coloniaux ont à leur tour essayé de créer des états 'intégraux', 'patrimoniaux', à l'image des modèles coloniaux et ces derniers ont continué d'avoir des problèmes avec de nombreuses structures locales et les sensibilités correspondantes.

Comment cette relative faiblesse où l'absence d'état, de classes, d'instruction et de villes dans l'Afrique d'avant et du début de la colonisation s'adapte t-elle à l'idée des origines hybrides ou indigènes du développement économique comparatif ?

Les Européens ont créé les formes de prélèvement les plus marquées de toutes les relations coloniales, dans les rapports avec l'Afrique de l'ouest, notamment sous la forme de l'esclavage. Le taux de mortalité élevé des colons – ou tout du moins sa perception – a freiné l'implantation des européens, comme l'indiquent AJR. Cependant, après l'abolition de l'esclavage ou de son déplacement vers le sud en direction des territoires portugais après 1840, ce qui allait devenir le Ghana et le Nigeria ainsi que d'autres territoires coloniaux du nord ouest se sont trouvés dans une position forte qui leur a permis de se développer rapidement sur la base de ce que l'on appelait 'les échanges légitimes', huile de palme, cacao, bois exotiques, et. La richesse créée sur la côte a eu un effet de transmission, en produisant des élites tribales aisées et des royaumes locaux, tout en enrichissant les producteurs migrants de cacao et les tenanciers de bazars.

Pour reprendre la formulation d'AJR, le colonialisme en Afrique de l'ouest après les années 1830 présente deux facettes contradictoires qui interpellent leur modèle. Premièrement, celui-ci a créé les liens économiques externes à travers le commerce, les activités des missions chrétiennes et des implantations d'écoles avec l'élite entrepreneuriale 'créole' et les villes importantes de la côte. Tous ces éléments ont créé le cadre permettant le développement des capacités africaines. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont publié les premiers journaux africains, et, avec l'Union Nationale Africaine de Côte d'Ivoire, l'un des premiers partis politiques anticolonialistes. On pourrait dire que les institutions d'Afrique de l'Ouest ont été plus stables que celles d'Afrique de l'est ou d'Afrique centrale en dépit des épisodes de guerre, des rechutes dans des régimes autoritaires et les abus dans l'utilisation des revenus du pétrole. Le fait que l'Afrique occidentale ait eu à faire face à un boom énorme de croissance de la population est la preuve évidente de son développement économique comparatif relativement réussi. Il est cependant essentiel d'observer que c'est précisément l'absence d'une classe coloniale blanche importante –précisément à cause de sa réputation de 'tombeau de l'homme blanc' – que les entrepreneurs indigènes ont pu se développer en même temps que l'esprit critique public. Par exemple, Andrew Cohen au British Colonial Office soutenait dans les années 1950 que l'Afrique occidentale avait deux générations, voire plus, d'avance sur l'Afrique orientale. De plus, l'avantage paradoxal que représentait le fait d'avoir des institutions coloniales sans classe colonisatrice était encore plus marqué en raison de l'héritage des institutions indigènes précédemment mentionnées : les villes et les bazars, certaines formations à caractère étatique, religieux ou culturel qui s'approprièrent et exploitaient l'éducation chrétienne et les mœurs venues de l'extérieur.

Le contraste avec l'Afrique orientale et l'Afrique centrale est clair. Le colonialisme a atteint l'est relativement tardivement (après les années 1870) non pas tant à cause des craintes de mortalité pour les européens mais plutôt en raison de l'éloignement géographique. Après 1870, une classe coloniale indienne a monopolisé le pouvoir économique et politique, notamment dans ce qui devint plus tard le Kenya, la Tanzanie et la Rhodésie. Des historiens soutiennent que ceci a entravé le développement de la capacité de

l'Afrique pendant la plus grande partie de l'ère coloniale. Par conséquent, les africains de l'est ou du centre ont eu beaucoup plus de difficultés à s'approprier les mécanismes de l'ère post-coloniale et les institutions économiques en raison d'un manque d'expérience et des politiques coloniales visant à diviser pour régner, ou encore dans le cas du Malawi et de la corne de l'Afrique avec la résurgence récente de la famine.

Dans ce dernier cas, ce sont à nouveau des institutions 'style occidental', les formes de droits de la propriété des gouvernements consensuels étaient connues et éventuellement présentes en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. Mais leur capacité à améliorer les niveaux de vie n'a pas été concrétisée. Ceci est essentiellement dû à la forme réelle des règles coloniales, avec un secteur agricole dominé par les blancs avec des subordonnés indiens qui est resté imperméable à la majorité des africains. Les formes préexistantes d'organisation sociales dans nombre de ces territoires – l'absence relative d'une classe d'entrepreneurs orientés marché et le manque d'urbanisation – a fait que ces institutions ont eu plus de difficultés pour se relier aux institutions africaines et pour créer des hybrides florissants. Les outils favorisant l'instruction tels que la presse se sont rapidement répandus au Kenya. Mais ils y parvinrent tardivement, seulement dans les années 1940 et 50. En comparaison, la Côte d'Ivoire et les autres colonies d'Afrique occidentale ont eu des journaux dès les années 1870, alors que l'Inde, comme on l'a vu plus haut, avait ses premiers quotidiens dès 1819 et son premier journal publié en bengali à la même époque. De même, les municipalités et les jurys composés d'indigènes existaient beaucoup plus tôt en Asie et en Afrique de l'ouest qu'en Afrique de l'est. Ce phénomène étant dû à la fois aux intérêts économiques et politiques coloniaux et également à l'héritage du sens de l'instruction des populations indigènes et de leur prise de conscience de l'importance de l'alphabétisation. A l'inverse, la colonisation blanche relativement plus présente en Afrique de l'est a plutôt freiné que favorisé le développement économique comparatif.

Cet exposé a soutenu le point de vue selon lequel, dans les 'origines coloniales du développement comparatif', Acemoglu, Johnson et Robinson, ont créé un outil puissant pour une analyse historique sur le long terme. Mon objectif a été de suggérer des moyens permettant de rendre leur modèle compatible ou pour le moins d'établir un dialogue avec un autre type de méthodologie utilisé par les historiens sociaux et politiques ou par les anthropologues historiques. Les historiens échafaudent des arguments largement structurés à partir de cas spécifiques soigneusement conceptualisés, ou à partir d'études locales et régionales. Je pense que celles-ci peuvent être reprises au titre de vérifications utiles d'arguments plus larges avancés par des analystes travaillant sur le long terme comme le collectif AJR, Douglass North et David Landes ou André Gunder Frank.

De plus, les historiens sociaux attirent l'attention sur des facteurs de développement moins facilement mesurables qui ont été endogènes pour différentes sociétés du monde : par exemple, les rythmes d'alphabétisation à l'époque pré coloniale et coloniale, la circulation de l'information à travers des lettres d'information, puis, plus tard, de journaux, l'existence d'organes délibératifs locaux, ou la participation des populations indigènes à ce genre d'instances sous le colonialisme, le degré de protection historiquement accordé aux propriétaires, etc. En reprenant ce que j'ai appelé l'approche hybride à l'histoire du développement économique pour montrer comment les institutions coloniales ont fonctionné au profit de la croissance des revenus et de la prospérité à certaines époques et pas à d'autres, devrait aider les analystes à exercer leur esprit critique face à des modèles plus larges. Ceci permettrait d'affiner les critiques à l'égard du recours au PIB par tête pour mesurer le développement à long terme. Nous devons être plus réactifs aux modifications historiques à moyen terme. Ce serait faire preuve d'omission que de ne pas se rappeler qu'en 1950, l'Afrique occidentale et la Birmanie par exemple, étaient dans une aussi bonne santé économique que Singapour, la Thaïlande et la Malaisie.

En second lieu, une décomposition de cette grande catégorie en différents éléments à différentes époques et lieux aiderait à affiner la notion 'd'institutions coloniales'. Enfin, et ce qui est le plus important, la contextualisation historique détaillée nous permettrait de faire valoir l'argument des institutions pré coloniales ou indigènes. Ceci nous donnerait une meilleure idée de la manière dont certaines institutions clairement salutaires – égalité devant la loi, un homme égale une voix, droit de critiquer le gouvernement – ont voyagé et ont été transformées en fonction des différents environnements coloniaux, dont certains étaient hostiles. En quatrième lieu, pour revenir aux arguments de Amrtya Sen, Arjun Appadurai et d'autres, l'utilisation généreuse de données historiques dans le débat sur le développement conférerait une profondeur historique aux notions de 'capacités' et 'd'aptitudes'. L'histoire de la presse en Inde, dont nous

avons parlé plus tôt, a été complètement positive en terme d'impact politique, social et économique. Elle s'est enracinée en partie parce que les autorités du Royaume-Uni ont permis la culture de l'esprit critique, même lorsque cela agaçait le gouvernement indien : une 'origine coloniale'. Mais la presse s'est développée parce qu'elle a établi un lien et amélioré les styles existants de recueil de l'information et de la critique : une 'capacité indigène'. Et enfin, comme j'ai essayé de le montrer dans La naissance du monde moderne, considérer avec sérieux la domination européenne au dix-neuvième siècle ne doit pas impliquer qu'on tombe dans l'eurocentrisme.